



Défense : Sylvie Goulard, une ministre « des Armées »

La ministre des Armées, Sylvie Goulard, a souligné le caractère symbolique et la résonance historique de cette dénomination recentrée sur les personnels militaires, qui risquent leur vie, et leurs missions.

Au cours d'une conférence de presse le 29 mai 2017 à Paris, elle a présenté ses priorités définies à l'issue d'une réunion avec ses grands subordonnés (le chef d'Etat-major des armées, le Délégué général pour l'armement et le secrétaire général pour l'Administration).

Une stratégie globale. La première priorité porte sur la protection de la France, où la menace terroriste reste élevée, et l'amélioration des conditions des militaires déployés en opérations extérieures et sur le territoire national. La deuxième concerne l'effort financier en matière de défense avec l'objectif de 2 %

du produit intérieur brut en 2025, impliquant une réflexion stratégique sur la loi de programmation militaire à mener à bien avec le Parlement en 2018. La troisième priorité pose la question de la défense de l'Europe, à la suite des récents attentats terroristes en Suède, au Danemark, en Belgique, en Grande-Bretagne et en Allemagne. Lors du sommet de l'OTAN (Bruxelles, 25 mai 2017), l'insistance des Etats-Unis auprès de leurs partenaires européens, pour assumer une part plus importante du budget de l'Alliance, constitue une nouvelle vulnérabilité, mais aussi un aiguillon pour des avancées communes vers l'Europe de la défense, position longtemps défendue par la France, rappelle Sylvie Goulard. Les opinions publiques européennes devront être préparées à un effort pour la défense, qui nécessitera des arbitrages internes. L'environnement géopolitique, extrêmement changeant, implique, de la part de la France, une approche pragmatique pour développer des coopérations avec l'Allemagne (aviation militaire notamment), la Grande-Bretagne et d'autres pays (deux ou trois partenaires). Quant au service militaire universel en France, mentionné par Emmanuel Macron pendant la campagne pour l'élection présidentielle, la ministre a indiqué que les modalités seront définies au niveau interministériel sous l'autorité du Premier ministre, car les ministères de l'Intérieur et de l'Education nationale en seront parties prenantes. Ce service militaire universel correspond à une volonté présidentielle de renforcer la cohésion entre la jeunesse et la nation.

Une carrière « européenne ». Titulaire d'une licence en droit de l'Université d'Aix-Marseille (1984), Sylvie Goulard est diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris (1986). Ancienne élève de l'Ecole nationale d'administration, elle mène une carrière de haut fonctionnaire (1989-1999) à la direction des affaires juridiques du ministère des Affaires étrangères (MAE). Elle fait notamment partie de l'équipe française chargée de négocier la réunification de l'Allemagne. Après un détachement au Conseil d'Etat (1993-1996), elle suit les affaires européennes au service de prospective du MAE. A l'issue d'un passage comme chercheuse associée au Centre de recherches internationales (1999-2001), elle devient conseillère politique du président de la Commission européenne Romano Prodi (2001-2004). Elle suit les travaux de la convention présidée par l'ancien président de la République Valéry Giscard d'Estaing, en vue d'un projet de traité constitutionnel, qui sera rejeté par référendum. Après avoir enseigné au Collège d'Europe à Bruges (2005-2009), Sylvie Goulard est élue à deux reprises au Parlement européen (2009-2017). Enfin, elle est nommée ministre des Armées le 17 mai 2017.

Loïc Salmon

Jean-Yves Le Drian : relancer l'Europe de la défense

Etre militaire européen aujourd'hui : quel métier !

Union européenne : les défis stratégiques d'aujourd'hui